

Les petits jeux politiques de François Hollande en Europe

LE MONDE | 28.06.2013 à 10h55 • Mis à jour le 28.06.2013 à 11h20 | Par [Philippe Ricard](#) et Thomas Wieder

Bruxelles, envoyés spéciaux. A quoi [François Hollande](#) joue-t-il en [Europe](#) ? Plus d'un an après son élection, le chef de l'Etat demeure un mystère pour ses pairs européens. Sa récente passe d'armes avec José Manuel Barroso par ministre interposé a contribué à [semer](#) la confusion sur ses intentions, autant que sur la cohésion de son gouvernement au sujet des questions européennes. Jeudi 27 juin, au Conseil européen de Bruxelles, le président a certes cherché à [calmer](#) le jeu : *"Les questions de personnes sont secondaires"*, a-t-il dit à son arrivée. *"Le travail de la Commission et du président de la Commission m'a paru mériter d'être salué"*, a-t-il ajouté tard dans la soirée, devant la presse, soucieux de [clore](#) une folle semaine de petites phrases assassines entre Bruxelles et Paris.

n'empêche : les déclarations d'[Arnaud Montebourg](#), le ministre du redressement productif, pour qui M. Barroso est le *"carburant du Front national"*, ont d'autant plus semé le trouble à Bruxelles que le président français n'a pas cherché à [prendre](#) ses distances avec son ministre. La surprise est d'autant plus grande que M. Hollande avait déjeuné avec les commissaires européens le 15 mai : une manifestation de *"soutien à la Commission"*, avait alors souligné l'Elysée. Un mois et demi plus tard et alors que les contentieux se sont multipliés entre Bruxelles et Paris, c'est peu [dire](#) que la France intrigue : *"La ligne a semblé très confuse"*, regrette-t-on à la Commission.

"INTRANSIGEANCE ÉGOÏSTE"



Ce qui est vrai avec Bruxelles l'est aussi avec Berlin. Le 28 mars, sur France 2, M. Hollande parlait pour la première fois de *"tension amicale"* avec l'[Allemagne](#). Dans la foulée, Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale, plaidait pour une *"confrontation"* avec Berlin, le PS envisageant quant à lui de dénoncer *"l'intransigeance égoïste"* d'Angela Merkel avant de [faire](#) machine arrière. Si nul n'imagine que de telles sorties puissent se [faire](#) sans l'aval bienveillant de l'Elysée, le fait est que M. Hollande s'est bien gardé de les [reprandre](#) à

son compte, lui-même travaillant à un rapprochement avec la chancelière, mis en scène lors d'une conférence de presse conjointe à l'Élysée, le 30 mai.

Angela Merkel, le 28 juin à Bruxelles. | AP/Michel Euler

En l'espace de deux mois, vis-à-vis de l'Allemagne comme de la Commission, Paris aura donc adopté toutes les postures, avec dans les deux cas un président sachant [inciter](#) à l'apaisement après [avoir](#) assumé le rapport de forces, tout en laissant à d'autres, au sein de sa majorité, le soin de [jouer](#) les gros bras.

Lire aussi [Compromis sur le budget de l'Union pour 2014-2020](#)

A Bruxelles, cette attitude intrigue. "Sarkozy était brutal et instable, Hollande est stable mais ambigu", se plaint un haut responsable européen. Dans sa propre [famille politique](#), où l'art hollandais de la synthèse est connu depuis longtemps, l'étonnement n'est pas de mise, même si l'on reconnaît qu'une telle méthode peut déconcerter : "François Hollande veut [occuper](#) en Europe une position d'interface, décrypte Jean-Christophe Cambadélis, premier vice-président du [Parti socialiste](#) européen. D'un côté, il veut se [montrer](#) solidaire de ceux qui souffrent de l'austérité ; de l'autre, il veut apparaître comme le parfait élève de ceux qui prônent la rigueur. Le problème, c'est que les pays du Sud, qui le voyaient comme le héraut de leurs difficultés, ont parfois du mal à [comprendre](#) ses plaidoyers en faveur de l'orthodoxie budgétaire et que les pays du Nord, à l'inverse, hésitent toujours à [prendre](#) vraiment au sérieux sa politique économique. Tout cela brouille les pistes."

SUBTILITÉ OU AMBIGUÏTÉ

Dans quelle mesure une telle position, louée par ses partisans comme de la subtilité mais fustigée par les sceptiques comme de l'ambiguïté, peut-elle être préjudiciable à François Hollande ? Pour ses opposants, le chef de l'État joue un jeu dangereux. "Un an après son élection, estime ainsi Bruno Le Maire, François Hollande n'a toujours pas répondu aux questions essentielles : l'Europe doit-elle [aller](#) vers plus d'intégration ou au contraire [conforter](#) la place des États-nations ? Qui doivent être nos partenaires privilégiés ? Qu'a-t-il concrètement en tête quand il parle de gouvernement économique de la zone euro ?" Pour l'ancien ministre [UMP](#) des affaires européennes, cette "incapacité à trancher" est lourde de conséquences : "D'abord, elle affaiblit la crédibilité de la France auprès de ses partenaires, à commencer par l'Allemagne, qui sont demandeurs d'une parole forte de notre part. Ensuite elle accroît le désarroi des Français, qui savent que leur [avenir](#) se joue désormais pour l'essentiel en Europe et qui, du coup, sont d'autant plus inquiets de [constater](#) que leur président n'a pas de vrai projet européen."

A gauche, on préfère [voir](#) les vertus du jeu d'équilibre du président français. "Hollande a toujours fonctionné comme ça : tant qu'il ne sent pas où est le [centre](#) de gravité d'un rapport de forces, il ne se [dévoile](#) pas ; tant qu'il ne voit pas où il peut [faire](#) la synthèse, il ne dit pas quelle est sa thèse", décrypte M. Cambadélis. "Une certaine ambiguïté peut être utile pour [rassurer](#) une partie de la gauche", estime également Hannes Swoboda, président du groupe socialiste du Parlement européen, pour qui "la ligne est claire : c'est celle du discours de Leipzig", le 23 mai, où M. Hollande a profité du 150e anniversaire du SPD pour [faire](#) sa profession de foi sociale-démocrate en louant les réformes et le dialogue [social](#) à l'allemande.

Lire aussi : [Attaque choc de Peer Steinbrück contre Angela Merkel](#)

Au-delà des discours et des postures, certains estiment qu'il faudra surtout [juger](#) la France de François Hollande sur ses résultats en matière de réformes et de redressement. Faute de tels résultats, la France ne pourra prétendre à [retrouver](#) sur la scène européenne la place politique qui a pu être la sienne dans le passé. A Bruxelles, cette faiblesse inquiète même ceux que les coups de menton de Paris peuvent [agacer](#). "*C'est dommage*, reconnaît ainsi un proche de M. Barroso, *car la voix de la France est attendue pour [contrebalancer](#) les positions allemandes.*"